



**PRÉFET
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26 000 Valence

Valence, le 20/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ZINQ VALENCE

1205 Route des Fondateurs
26 120 Chabeuil

Références : 20241120-RAP-DAEN1085
Code AIOT : 0006102532

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/10/2024 dans l'établissement ZINQ VALENCE implanté 1205 Route des Fondateurs 26 120 Chabeuil. L'inspection a été annoncée le 13/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées.

Le site de ZINQ Valence est soumis à la directive européenne sur les émissions industrielles, dite IED. Dans le cadre de la mise en place des meilleures techniques disponibles associées au BREF FMP, il a été question du dossier de réexamen IED et du rapport de base déposés en décembre dernier. La mise à jour des prescriptions qui en découle est prévue prochainement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ZINQ VALENCE
- 1205 Route des Fondateurs, 26 120 Chabeuil

- Code AIOT : 0006102532
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Initialement GAL'VALENCE, appartenant au groupe GALVAUNION qui a été repris par le groupe allemand ZINQ, la société s'appelle dorénavant ZINQ Valence (pas de changement de numéro de SIRET ni de numéro de SIREN).

Le site de ZINQ Valence fait partie des 56 sites du groupe ZINQ dans le monde. Le groupe emploie près de 800 personnes en France dont 55 personnes à Chabeuil.

Les équipes travaillent en 2 x 8 du lundi au vendredi.

La capacité maximale de l'installation est de 30 000 t/an avec une production d'environ 17 000 tonnes par an.

La galvanisation à chaud des pièces (pour la construction métallique) est réalisée à l'aide d'un bain de zinc (450 tonnes de zinc en fusion à 450 °C).

Le procédé est le suivant : dégraissage – décapage – rinçage – bain de flux – four de séchage – bain de zinc (15 à 20 minutes) – refroidissement et contrôle.

Le site est certifié pour les normes ISO 9 001, ISO 14 001 et ISO 45 001.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- IED-MTD
- REACH
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Au-delà de la visite liée au plan pluriannuel de contrôle, la mise à jour des prescriptions, liée au dossier de réexamen IED présenté par le site de ZINQ Valence, a été abordée en séance.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Délais
1	Dispositif rétention pollutions accidentelles	AP Complémentaire du 18/12/2019, article 2.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 7	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10.II	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Délais
7	Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10.III	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
8	Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10.IV	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
11	État des stocks, plan de stockage	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 12	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Cuves et chaînes de traitement	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6 > III.	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	Autosurveillances des émissions atmosphériques	AP Complémentaire du 03/04/2009, article 8.2.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10.I	/	Sans objet
9	Fiche de données de sécurité	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 11	/	Sans objet
10	Étiquetage	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 11	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
12	Bordereau de suivi de déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet
13	Registre de déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 11	/	Sans objet
14	Déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.I	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site de ZINQ Valence est un site bien entretenu dans lequel l'exploitant s'attache à respecter au mieux les prescriptions qui s'imposent à lui.

Malgré une configuration structurelle (bâtiments ouverts) peu propice à la mise en place des moyens de prévention et de lutte contre l'incendie, l'exploitant doit trouver une solution technique permettant de répondre à la demande réglementaire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositif rétention pollutions accidentelles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/12/2019, article 2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 21/12/2021 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 13/06/2022
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>Ce confinement est réalisé par des dispositifs externes aux bâtiments.</p> <p>Les matières canalisées sont collectées de manière gravitaire, puis convergent vers cette capacité constituée par la partie ouest du site, recouverte d'enrobé routier et délimitée par une bordure en béton coulé.</p> <p>La zone de rétention ainsi constituée a une capacité minimum de 280m³. Ce volume correspond à la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part,

<p>- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part,</p> <p>- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement.</p> <p>Ce volume de rétention devra être constitué par l'exploitant d'ici le 31 août 2020.</p> <p>Les orifices d'écoulement des eaux pluviales sont munis de dispositifs d'obturation pour assurer le confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Ces dispositifs sont ouverts en position normale. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service sont clairement identifiés et doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.</p> <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p>
<p>Constats précédents :</p> <p>L'exploitant a installé un système de murets pour disposer d'une zone de rétention de 280 m³ minimum à l'extérieur de son site.</p> <p>Le mode opératoire (daté du 07/11/2018) est en revanche assez complexe à mettre en œuvre sur le terrain, car, en cas d'incendie, l'exploitant doit aller mettre en place 5 tapis ou obturateurs magnétiques (pour les puits perdus présents dans la rétention) et fermer 4 vannes.</p> <p>Des tests ont été effectués par l'exploitant sur demande de l'inspection.</p> <p>Un des obturateurs a été compliqué à positionner à cause de saletés présentes autour d'un puits.</p> <p>Demande 2 : L'exploitant s'assure que son site est toujours nettoyé afin de pouvoir positionner les 5 obturateurs magnétiques sans aucun souci.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique réaliser chaque année un exercice incendie au cours duquel sont, entre autres, réalisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le test de la vanne ; • la vérification de la propreté des grilles et de leurs alentours ; • le positionnement des obturateurs. <p>Le dernier exercice a eu lieu le 27 mars 2024. Pour cet exercice, l'exploitant a fait intervenir un prestataire extérieur, la société ARDROME, qui a réalisé un exercice avec fumigène pour une meilleure mise en situation.</p> <p>L'exploitant indique que le chef de la maintenance est en charge de la mise en place des obturateurs.</p> <p>Le jour de l'inspection, il a été constaté, par échantillonnage, que les grilles étaient propres et que l'obturateur se positionnait aisément. Le stockage enroulé sur lui-même de l'obturateur lui fait cependant prendre une forme « ondulée » lorsqu'il est installé. Cela peut faire craindre une mauvaise étanchéité du dispositif.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande 1 : Sous 1 mois, l'exploitant s'assure de la bonne étanchéité des obturateurs et les remplace le cas échéant. Il identifie des conditions de stockages propres à garantir le maintien de la bonne étanchéité des obturateurs.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Cuves et chaînes de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6 > III.
Thème(s) : Risques accidentels, Capacités de rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 21/12/2021• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 13/06/2022
Prescription contrôlée : <p>Toute chaîne de traitement est associée à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité de la plus grande cuve ; 50 % de la capacité totale des cuves associées. Cette disposition ne s'applique pas aux cuves contenant des acides, des bases, ou des sels non toxiques à une concentration inférieure à 1 gramme par litre, ne pouvant se déverser dans la rétention d'une cuve de traitement. Au vu des éléments de l'étude de dangers et compte tenu des caractéristiques des bains et des matières traitées, l'arrêté préfectoral d'autorisation prescrit, le cas échéant, l'obligation pour l'exploitant d'installer un dispositif de vidange ou de transvasement dont la mise en œuvre est quasi immédiate en cas de situation accidentelle (emballement de réaction, émissions gazeuses dangereuses, réactions exothermiques...).</p>
Constats précédents <p>Chaque cuve de traitement possède son propre détecteur de fuite. Plusieurs tests ont été réalisés par l'exploitant. Test 1 : cuve 9 (acide chlorhydrique) : la détection n'a pas fonctionné car tout est resté bloqué sur 0 cm Test 2 : cuve 12 : test OK avec un déclenchement vers 15-17 cm et une lumière verte Cuves 2 et 10 : détection à changer car bouton rouge alors que la cuve 2 est vide. Il est à noter que la dernière vérification annuelle a été réalisée par la société VEGA en novembre 2020. L'exploitant a envoyé un courriel dès le 22 décembre 2021 à l'inspection pour fournir les explications des dysfonctionnements selon la société VEGA : Suite à notre conversation téléphonique voici les explications complémentaires suite au défaut de mesure que vous avez eu aujourd'hui lors de votre test avec le VEGAPULS C 23. La mesure du radar n'était pas cohérente par rapport au niveau car il y a eu une variation trop brusque de la distance lors de votre test. Le capteur considère le saut de mesure comme une valeur erronée. L'application (cuve de stockage) qui est programmée dans la sonde attend une variation lente du produit, s'il y a une différence trop rapide la mesure mettra 10 minutes pour se stabiliser. Il faut modifier provisoirement l'application du capteur lors des tests comme indiqué dans la procédure n°2 du protocole qui est en pièce jointe. L'exploitant n'a donc pas réalisé correctement la procédure pour réaliser les tests. Demande 3 : L'exploitant fournit à l'inspection le justificatif du fonctionnement des détecteurs de fuite de chaque cuve. Il transmet aussi les justificatifs de réparation des détecteurs qui étaient en panne (bouton rouge allumé).</p>

Constats : L'exploitant a fourni le dernier rapport de maintenance des sondes réalisée par la société VEGA le 16 octobre 2024 qui ne relève aucune non-conformité. Le détecteur de fuite de la cuve 11 a été testé de manière concluante le jour de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux et des égouts
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 21/12/2021 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 13/06/2022
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats précédents : Le plan des réseaux n'est pas mis à jour et seule une rétention de 120 m ³ (et non 280 m ³) est présente sur le document. Non-conformité 1 : Le schéma de tous les réseaux et des égouts n'est pas régulièrement mis à jour.
Constats : L'exploitant a fourni un plan des réseaux mis à jour en juin 2022, indiquant notamment la rétention de 300 m ³ , située à l'ouest. Cette mise à jour n'a cependant pas été formalisée par le maître d'œuvre dans le cartouche du plan.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande 2 : Sous 1 mois, l'exploitant fait inscrire la date de mise à jour du plan des réseaux sur le dit plan et en fait parvenir un exemplaire à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Autosurveillances des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/04/2009, article 8.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 21/12/2021• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 13/06/2022
Prescription contrôlée : <p>Les rejets du bain de zinc sont analysés annuellement. Si les vapeurs émises au-dessus des baignoires nécessitent d'être captées alors les rejets canalisés feront l'objet de mesures annuelles. La surveillance des rejets dans l'air porte également sur le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalie dans le fonctionnement des ventilateurs. Les performances effectives des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel sont contrôlées dans l'année suivant la mise en service de l'installation par un organisme extérieur compétent. Une estimation des émissions diffuses est également réalisée selon une périodicité au minimum annuelle.</p>
Constats précédents : <p>La société DEKRA a réalisé le dernier contrôle annuel d'autosurveillance des rejets atmosphériques le 3 juin 2021.</p> <p>Les résultats sont conformes mais sur le conduit 1 (rejet du bain de zinc), les paramètres NOx et Acidité totale exprimée en H n'ont pas été analysés.</p> <p>De plus, l'exploitant ne réalise pas une estimation des émissions diffusées annuellement.</p> <p>Non-conformité 2 : Certains paramètres ne sont pas analysés annuellement au niveau du rejet atmosphérique du bain de zinc.</p> <p>Une estimation des émissions diffuses n'est pas réalisée selon une périodicité au minimum annuelle.</p> Constats : <p>La société DEKRA a réalisé le dernier contrôle annuel d'autosurveillance des rejets atmosphériques le 29 août 2024.</p> <p>Le rapport ne formule aucune observation, tous les résultats sont conformes sur tous les paramètres attendus.</p> <p>Dans son courriel du 05 novembre 2024, l'exploitant a fourni à l'inspection le rapport d'estimation des émissions diffuses atmosphériques 2024 de la société DEKRA, daté du 05/11/2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10.I
Thème(s) : Risques accidentels, Équipement en moyen de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : I. L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. L'installation est notamment dotée : a) d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; b) d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.
Constats : La société SécuriPro Incendie a fourni une attestation de bon fonctionnement du système incendie dans son rapport du 26 avril 2024. L'alarme est activée à l'aide d'un bouton poussoir. La visite du site a permis de constater la présence d'extincteurs, de différents types, appropriés aux risques. Par échantillonnage, les extincteurs qui ont été spécifiquement regardés par l'inspection des installations classées ont bien été vérifiés au cours de l'année 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10.II
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de détection automatique d'incendie
Prescription contrôlée : II. Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé : - dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) ; - dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface. Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration. Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.
Constats : Cette disposition est entrée en vigueur le 1 ^{er} juillet 2024 pour les installations existantes, en application du point 7 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 20 avril 2023. L'exploitant informe que le seul local concerné est celui de la cuve de Gazole Non Routier (GNR) et que ce local n'est

<p>pas pourvu d'un système de détection automatique d'incendie.</p> <p>Le local de traitement de surface est un bâtiment industriel ouvert sur ses façades Ouest et Est qui n'est, pour l'heure, pas muni de dispositif de détection automatique d'incendie.</p> <p>Sous 6 mois, l'exploitant doit fournir un plan d'action ayant pour objectif la mise en place d'un tel système dans l'atelier de traitement de surface. Compte tenu de la structure particulière de l'atelier, l'exploitant se dit d'ores et déjà inquiet quant à la possibilité de la mise en place d'un tel système de détection.</p> <p>Le jour de la visite, l'alarme incendie a été déclenchée et l'inspection des installations classées a pu constater qu'elle est bien audible de différents points du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande 3 : Sous 3 mois, l'exploitant fournit le bon commande d'un système de détection automatique d'incendie pour le local de stockage de GNR et le cas échéant, la preuve de son installation.</p> <p>Demande 4 : Sous 6 mois, l'exploitant établit un plan d'action visant la mise en place d'un système de détection automatique d'incendie dans l'atelier de traitement de surface.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 7 : Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10.III</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Alarme incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains). A tout moment, cette alarme est transmise à une personne en capacité de déclencher les procédures d'urgence définies par l'exploitant. Les modalités de gestion et de transmission de l'alarme sont formalisées dans une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que compte tenu de la configuration de l'atelier de traitement de surface, le site n'est pas doté d'un système d'aspiration.</p> <p>Le chauffage des bains se fait à l'aide d'une pompe à chaleur installée en 2023. Elle se situe en dehors du bâtiment industriel. Il n'y a pas d'arrêt automatique en cas de déclenchement de l'alarme incendie.</p> <p>Les modalités d'évacuation incendie et de gestion des situations d'urgence ainsi que les instructions de sécurité sont formalisées dans des documents qui ont été fournis à l'inspection des installations classées et qui sont disponibles à l'accueil.</p> <p>Il a été discuté de la possibilité de mettre ces documents à dispositions en un autre lieu en cas d'impossibilité d'accès à l'accueil.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Demande 5 : Sous 6 mois, l'exploitant effectue un couplage de l'arrêt de la pompe à chaleur avec le déclenchement de l'alarme.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10.IV
Thème(s) : Risques accidentels, Liste et dimensionnement des moyens de lutte contre l'incendie.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV. L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leurs fonctionnalités et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il dispose d'un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée qui remet chaque année un rapport de contrôle.</p> <p>Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives, accompagnées de leur date de réalisation. La liste des détecteurs, le contrat de maintenance et le registre sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour les locaux qui sont équipés, il n'existe pas de liste des détecteurs sur le site. Ces derniers ont été installés il y a moins d'un an et n'ont, de fait, pas encore été vérifiés.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<p>Demande 6 : Sous 3 mois, l'exploitant établit la liste des détecteurs avec leur fonctionnalité et les opérations d'entretien.</p> <p>Il démontre la pertinence du dimensionnement du dispositif de détection.</p> <p>Il intègre au registre de maintenance ces nouveaux éléments.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Fiche de données de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 11
Thème(s) : Produits chimiques, Fiche de données de sécurité
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans l'établissement (substances, bains, bains usés, bains de rinçage...) ; les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation.
Constats : L'exploitant dispose des fiches de données de sécurité (FDS) des substances et mélanges présents sur site. L'inspection des installations classées, par échantillonnage, a pris connaissance des FDS suivantes : <ul style="list-style-type: none">• BONDERITE C-IC A-50 G, éditée par la société HENKEL, révisée le 10 novembre 2022 ;• Acide chlorhydrique en solution($\geq 25\%$), éditée par la société SEQENS, révisée le 22 novembre 2022. Au cours de la visite du site, l'inspection a pu vérifier que les préconisations de stockage de la BONDERITE sont bien respectées. L'acide chlorhydrique, quant à lui, est directement dépoté dans les bains et ne donne pas lieu à un stockage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Étiquetage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 11
Thème(s) : Produits chimiques, Étiquetage
Prescription contrôlée : Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et préparations et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que l'étiquetage réglementaire était bien présent, tant au niveau des bains du traitement de surface qu'au niveau du local de stockage de produits chimiques.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : État des stocks, plan de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, État des stocks, plan de stockage
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. Les réserves de cyanure, de trioxyde de chrome et autres substances toxiques sont entreposées à l'abri de l'humidité. Le local contenant les produits cyanurés ne doit pas renfermer de solutions acides. Les locaux doivent être pourvus de fermeture de sûreté et d'un système de ventilation naturelle ou forcée donnant sur l'extérieur.
Constats : L'exploitant tient à jour l'état des stocks dans les conditions de la prescription. Le plan général des stockages a été présenté en séance. Ce plan général des stocks n'est cependant pas localisé sur le plan général du site ni disponible avec la procédure à destination des services de secours et d'incendie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande 7 : Sous 1 mois, le plan général de stockage est inséré dans le plan général du site. L'état des stocks et le plan général de stockage sont annexés à la procédure à destination de services de secours et d'incendie, disponible à l'accueil du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Bordereaux de suivi de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Bordereaux de suivi de déchets
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date de sortie de l'installation : - la date de l'expédition du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ;

- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;
- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

L'inspection a pu vérifier un des bordereaux de suivi de déchets dangereux.

Les déchets, de type Déchet liquide inorganique corrosif (acide) dont le code déchet est 11 01 05*, ont été pris en charge et transportés par la société Garage de la Vallée le 19 août 2024 et réceptionnés, le même jour, par la société SARP Industries Rhône-Alpes qui a réalisé l'opération R5 des opérations de valorisation (R) et d'élimination (D) énumérées dans les annexes II A et II B de la directive n° 2008/98/CE du 19/11/08 modifiée, qui consiste à recycler ou récupérer la matière.

L'exploitant répond à la prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Registre de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Registre de déchets
Prescription contrôlée : Les registres visés au présent arrêté sont conservés pendant au moins trois ans et sont tenus à la disposition des autorités compétentes.
Constats : L'exploitant a fourni les éléments démontrant qu'il tenait à jour son registre de déchets. L'inspection a pu voir les registres des bordereaux de suivi de déchets des trois dernières années.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.I
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration GERE
Prescription contrôlée : I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : -les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ; -les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, provenant de déchets soumis aux opérations de " traitement en milieu terrestre " ou d'" injection en profondeur " énumérées à l'annexe I, de la directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets ; -les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m ³ / an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m ³ / an ; -les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m ³ / an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ; -la chaleur rejetée (par mégathermie) dès lors que celle-ci est supérieure à 100 Mth/ an pour les rejets en mer et 10 Mth/ an pour les rejets en rivière pour la période allant du 1er avril au 31 décembre ; -les rejets et transferts hors du site provenant de mesures de réhabilitation. Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.

Constats :

L'exploitant a bien réalisé la déclaration GERE le 12 mars 2024.
Cette dernière a été validée par l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite